

## **Groupe de Travail IV « Parlements Nationaux »**

**objet :** Document de la Commission au Groupe de Travail IV  
"Application par la Commission du protocole d'Amsterdam sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne"

Les membres du Groupe de Travail IV trouveront ci-joint un document reçu de la Commission, qui a été également distribué pendant la réunion du Groupe le 10 juillet 2002.

---



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 8 juillet 2002

IV - 1

Contribution au Groupe de travail IV de la Convention européenne  
sur les parlements nationaux

Application par la Commission du protocole d'Amsterdam sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne

## Application par la Commission du protocole d'Amsterdam sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne

Le protocole d'Amsterdam sur le rôle des parlements nationaux prévoit quelques mesures d'information afin de garantir que les parlements nationaux aient la possibilité de s'exprimer sur les documents traités par les institutions européennes.

1. En ce qui concerne les **propositions législatives de la Commission**, le Protocole d'Amsterdam **confie au gouvernement de chaque Etat membre** la tâche de veiller à ce que le parlement national de son pays les reçoive.

Le Protocole dispose que le Conseil ne peut pas mettre ces propositions législatives à l'ordre du jour d'un Conseil pour décision (adoption de l'acte ou adoption de la position commune) avant **six semaines** à partir du moment de la présentation par la Commission de la proposition au Conseil et au Parlement européen dans toutes les langues.

En général, et pratiquement sans exceptions, ce délai peut être respecté. En particulier pour les actes à adopter en codécision ou après consultation du Parlement européen, il est évident qu'une période de six semaines à partir de la proposition de la Commission est dans la quasi-totalité des cas absolument insuffisante pour arriver à une décision sur une position commune ou une décision finale du Conseil. Ce n'est que lorsque la procédure décisionnelle ne prévoit qu'une décision du Conseil sur proposition de la Commission (p.ex. en matière de contingents tarifaires ou de droits antidumping) qu'une décision dans un délai de six semaines serait possible. En tout cas, le Protocole admet des exceptions à la règle du délai de six semaines, mais uniquement pour des raisons d'urgence, dont les motifs doivent être exposés dans l'acte ou la position commune.

Il convient toutefois d'observer que le respect in concreto du délai dépend naturellement du délai dont ont besoin les gouvernements pour effectuer la transmission des propositions de la Commission. La Commission n'a pas d'informations sur ces délais réels. En tout état de cause, les ordres du jour du Conseil sont décidés par le Conseil lui-même, et préparés par le Coreper auquel il incombe de veiller au respect du Protocole d'Amsterdam <sup>1</sup>.

La transmission aux parlements nationaux des propositions législatives de la Commission incombe donc aux gouvernements des Etats membres. Toutefois, la Commission n'a aucune difficulté à

---

<sup>1</sup> Il est arrivé, dans de très rares cas, que le Coreper ait éprouvé le besoin de préciser que l'inscription d'un point à l'ordre du jour d'un Conseil n'implique pas une décision en la matière.

envisager une transmission directe si les Etats membres étaient de l'avis que cela ne remettrait pas en cause les relations constitutionnelles entre gouvernements et parlements nationaux; il serait ainsi plus facile pour la Présidence du Conseil de veiller au respect du délai de six semaines.

2. Par ailleurs, le Protocole d'Amsterdam prévoit que **tous les documents de consultation de la Commission** (livres verts, livres blancs et communications) sont transmis rapidement aux parlements nationaux, sans indiquer qui devrait s'acquitter de cette tâche; toutefois, la **Commission** considère la transmission de ces documents de sa responsabilité en tant qu'auteur de ces documents.

Actuellement, la Commission donne déjà libre accès à ces documents de consultation, en prévoyant notamment une large diffusion sur internet. Elle souhaite toutefois renforcer cette mesure en organisant, dans les plus brefs délais, une **transmission directe** de ces documents à toute institution ou organe qui exprime le désir d'être destinataire de ce type de documents.

---